

<http://lipietz.net/La-crise-de-l-Europe-du-Non>

La crise de l'Europe du Non.

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: samedi 3 juillet 2010

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Un anniversaire oublié : les cinq ans de la victoire du Non au Traité constitutionnel européen (TCE) ! La crise mondiale, puis la crise grecque (désormais étendue à toute l'Europe périphérique, de l'Irlande aux Pays Baltes en passant par la Méditerranée) offre pourtant l'occasion d'en tirer le bilan, que l'on ait voté Non « stratégiquement », par opposition à une Europe plus fédérale, ou Non « tactiquement », en pariant qu'il y aurait un plan B. Ce plan B, nous l'avons : c'est le traité de Lisbonne, sorte de TCE « décaféiné ». Mais il n'est en vigueur que depuis cinq mois. Quant à ceux, sans doute majoritaires, qui ont voté Non en pensant abolir ainsi les traités en vigueur, ceux de Maastricht et de Nice (bien plus libéraux que le TCE), et ont en fait voté leur maintien, on ne peut que partager leur révolte, mais ils furent grugés quant à la question posée.

Cette crise grecque est née d'une collision : entre la crise mondiale et le refus de l'Europe politique.

La crise mondiale a un noyau profond : la crise du modèle libéral-productiviste (1980-2005), avec l'élargissement des inégalités sociales à l'échelle internationale, et l'épuisement de l'écosystème global (notamment la montée de l'effet de serre). Le premier aspect de la crise est très proche de la crise des années trente : la demande effective mondiale est insuffisante pour éponger la production mondiale. Ce problème est résolu temporairement par le crédit aux ménages, aux entreprises et aux gouvernements. Solution qui tourne en 2006-2007 en crise de solvabilité (les emprunteurs ne peuvent plus rembourser). Les dettes insolubles envahissent les actifs des banques. En 2008, quand les ménages américains de salariés pauvres ne peuvent plus faire face simultanément aux échéances sur le logement (les crédits subprime) et à l'envol du prix des aliments et des carburants, on ne sait plus qui sont les banques dont les titres sont « pourris ». Elles refusent de se faire crédit les unes aux autres. La crise de solvabilité tourne en crise générale de liquidité (blocage du crédit)

En septembre 2008, la faillite Lehman-Brothers déclenche une telle tempête que tous les gouvernements volent au secours des banques, transformant leur dette privée en dette publique. La crise de liquidité est enrayée, les banques survivantes refleurissent, mais ce sont maintenant les Etats qui sont sur-endettés !

Une année est ensuite perdue sans que l'on affronte la crise de solvabilité ni, à plus forte raison, la crise sous-jacente du modèle libéral-productiviste. Aujourd'hui, la crise de solvabilité éclate sur la dette publique de l'Europe périphérique. Les USA peuvent imposer des titres sur leur propre dette comme moyen de paiement : c'est le privilège du dollar. Une Union européenne pourrait bénéficier du même privilège si elle était une vraie fédération, au même titre que les USA.

Or ce n'est pas le cas, et c'est l'autre volet, proprement européen, de la crise actuelle. Depuis les traités de Maastricht et surtout Nice, l'Europe est un marché unique géré comme une alliance intergouvernementale. Un « pacte de stabilité » remplace l'évaluation raisonnée des besoins de financement de tel ou tel pays de l'Union. Un minuscule budget communautaire permet des transferts vers les pays en déficit, mais il n'y pas de mécanisme de solidarité à court terme. Pourtant, l'Union européenne, largement autocentrée, pourrait émettre de la monnaie pour éviter les crises « locales » internes et pratiquer vis-à-vis de l'extérieur le « benign neglect » des USA quant à la parité externe de sa monnaie.

Mais non. Le timide pas en avant vers le fédéralisme du TCE ayant été rejeté par la France et les Pays-Bas, les tendances « intergouvernementalistes » se déchaînent. « C'est la fin de l'européisme ! » triomphent les libéraux et autres partisans de l'impuissante Europe des Nations, les partisans de « Nice ou la mort » (1). Chaque gouvernement reprend sa mise. Quand la crise mondiale éclate, les Etats-Unis et la Chine disposent d'énormes moyens de « relance » (« verte » ou non). Pas les petits pays de l'Europe de Nice. L'Europe, à l'instigation de Sarkozy et Merkel, disparaît même des négociations de Copenhague sur le climat.

La Grèce est confrontée la première à sa crise de solvabilité. Les responsabilités de classes dirigeantes y sont écrasantes : la fiscalité n'y frappe que les petits salariés, la « relance » a offert aux classes fraudeuses de grosses voitures que le pays ne fabrique pas, le nationalisme anti-turc se traduit par un budget militaire disproportionné. Mais les marchés ne font pas de morale. Le taux des crédits consentis à la Grèce s'envole, ce « spread » traduisant le risque de défaut de remboursement. Dans une Europe fédérale, la solution serait évidente : c'est l'Union qui emprunterait, quitte à imposer à la Grèce un plan de réformes, comme un Etat national l'imposerait à l'une de ses villes mal gérées.

Mais non, encore. Mme Merkel, désormais convertie à « l'Europe anti-européiste », va traîner les pieds. Pour rassurer ses électeurs ? Pour provoquer une crise de l'Euro et améliorer la compétitivité allemande ? Pour faire annuler la réforme de 2005 (intelligente, et dont l'Allemagne a bénéficié) d'un pacte de stabilité que l'ex-Président de la Commission européenne, Romano Prodi, avait qualifié de « stupide » ? À force de tergiversations, la panique se répand. Un plan de solidarité intereuropéen est finalement adopté le 9 mai (fête de l'Europe !), qui met à mal les principes de Maastricht. Les partisans du Oui à Lisbonne ne peuvent même pas pavoiser : ce sont les marchés qui ont imposé ce plan aux gouvernements affolés.

Et ce n'est pas fini. Les conditions imposées aux peuples des pays endettés apparaissent aussitôt inacceptables. Rien n'est fait pour « faire payer » ceux qui ont bénéficié des largesses fiscales antérieures, comme la loi TEPA française. On réduit massivement les revenus des salariés et retraités, qui ne pourront plus rembourser leurs emprunts. On organise l'accélération de la récession et la chute des rentrées d'impôts de pays qui ne pourront dès lors rembourser ni l'Europe ni le FMI.

Oui, c'est l'Europe en tant que telle qui est en crise. Le choix est désormais : ou bien un nouveau pas vers le fédéralisme, un plan de financement européen pour la conversion verte de l'économie . Ou bien l'éclatement de l'Union.

La dette grecque échue doit être couverte par l'Europe, et les nouveaux prêts à la Grèce consentis sans spread par l'Europe. Directement sur son budget communautaire, ou via le Fond monétaire européen, et plus structurellement par la Banque Européenne d'Investissement. Et ensuite seulement on pourra, on devra affronter la crise de solvabilité, en imposant aux banques la reconnaissance qu'une partie de la dette publique européenne (et pas seulement grecque !) ne sera jamais remboursée, que c'est le prix à payer pour leur sauvetage lors de la crise de liquidité de 2008.

Souvenons nous de Gramsci : « L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour. Dans cet interrègne surgissent les monstres ». Les monstres sont déjà lâchés, dans la presse allemande et les politiques d'austérité à la Laval, les manifestations populaires qui leur répondent et pourraient être captées par des forces nationalistes. Mais le pire n'est jamais sûr. Combien de Nonistes d'hier, comme les Irlandais, ne jurent plus que par l'Europe politique ?

(1) Onze pays , conduits par la Pologne, l'Espagne d'Aznar, le Portugal de Joao Manuel Barroso , avaient rejeté une version plus fédéraliste du TCE, à Naples en 2003. Voir mon article d'alors : ["Qui a tué la Constitution ?"](#)